

F.J.D. : l'islamisme renoue avec le «frontisme»

L'islamisme politique est-il en train de se repositionner en douceur en vue des prochaines élections ? Même s'il semble trop tôt pour aborder le sujet sous l'aspect que nous connaissons de ses animateurs traditionnels, néanmoins la concordance de certaines déclarations, d'une part, et le retour sur scène de certains dirigeants, d'autre part, méritent tout au moins un certain intérêt.

Pour le moment, seule la presse s'y est intéressée cette semaine à travers un faisceau de questionnements auxquels, d'ailleurs, demandent à être étayés par des faits notables. C'est ainsi que *Le Soir d'Algérie* titrait «Les nouvelles prétentions des islamistes» (21 août) auquel *Liberté* fera écho le 24 août qui, citant une source du ministère de l'Intérieur, affirmera qu'«il n'y aura pas de retour du parti dissous et de ses militants».

Sans doute que nos confrères ont-ils plutôt conjecturé à partir de quelques assertions et des petites phases provocatrices, pour les uns et, pour d'autres, se sont-ils contentés de démentis officiels pour rassurer. Cependant, indépendamment de la posture ridicule de Belkhadem ou bien de la fantasmagorie certitude d'un certain Benhadjar⁽¹⁾, tout n'est pas biaisé dans la manière dont les journaux posèrent le problème. Celui-ci s'est effectivement illustré correctement par le cas de Djaballah. Et plutôt par l'opportunité de son come-back en politique.

A lui seul, ce fondateur d'Ennahda puis d'El Islah est parvenu à catalyser l'intérêt. Le fait même qu'il ait calculé son coup pour s'inviter à nouveau dans le champ politique n'explique-t-il pas le désir de vouloir comprendre ce qui pourrait s'y préparer ? Ce qui, en soi, justifie la curiosité journalistique.

C'est que Djaballah demeure le dernier véritable «historique» de la mouvance islamiste qui s'est structurée au début de la décennie 1990. Aux côtés de Abassi Madani et de Nahnah, il s'était donné une visibilité du fondamentaliste «à part» qui d'ailleurs le servira politiquement et lui assurera une longévité légale et de premier plan.

En annonçant, il y a 3 semaines, la création d'un nouveau parti baptisé F.J.D (Front pour la justice et le développement), il semble a priori exclu qu'il ne se soit pas entouré auparavant de garanties para-officielles de même qu'il n'ait correctement évalué l'efficacité de ses anciens réseaux. Soucieux de réussir sa «réhabilitation» politique, n'a-t-il pas commencé par un relookage sémantique ? Intelligemment il a, ainsi, décidé de s'écarter des identifiants par trop connotés religieusement. Exit donc tout ce qui rappelle les dénominations d'Ennahda et d'El Islah. Avant même qu'il ne rende public son programme politique, il annonce la tonalité de celui-ci à travers un acronyme tout ce qu'il y a de républicain pur sucre. D'abord, le «front» comme le fut un certain «FIS» et qui se voulait «fédérateur»

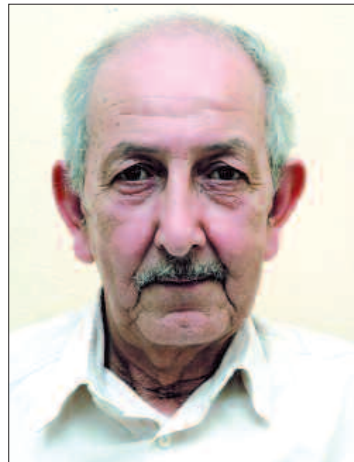
; ensuite la «justice» en référence à l'Etat de droit et enfin le «développement» qui suppose la modernité et le progrès, voire la sécularisation de la nation. D'un sigle il en a fait le préambule à son programme et du coup il a élevé un barrage à opposer aux suspicieuses classifications du passé. Formellement, donc, Djaballah anticipe sur la tendance lourde des réformes à venir et se prémunait contre la censure administrative. Mieux encore, il réinscrit sa future présence politique dans un esprit participatif. Sur ce dernier point, son parti ferait un substitut idéal à un MSP de plus en plus mal à l'aise (ou mal accepté) dans la coalition fondamentale⁽²⁾.

Loin d'être un zaïm vertueux comme il se flattait naguère de le rappeler n'était-il pas plutôt capable de recourir à tous les stratagèmes chaque fois qu'il s'était agi de régler des comptes politiques au sein même des familles politiques qu'il n'eut de cesse de composer et de recomposer ? Ceux qui l'ont accompagné dans la seconde d'entre celles-là (El Islah) puis le contestèrent et le traînèrent devant les tribunaux en 2006 avaient-ils oublié que Djaballah a eu à connaître les mêmes avatars au sein d'Ennahda en 1998 sans que cela n'altère ses ambitions ? Il est vrai que cet imam-politique possédait un talent indéniable pour se rendre indispensable dans les manœuvres perverses des pouvoirs. En effet, par la nécessité des enjeux il devint

au lendemain de l'arrivée de Bouteflika l'interlocuteur tapon entre la mouvance et le pouvoir. Pièce maîtresse dans l'échiquier du régime aux temps de la réconciliation et de la concorde n'a-t-il pas servi d'antidote aux hésitations des autres composantes de la mouvance ? Pour s'en convaincre il suffit de rappeler qu'il fut par deux fois adoubé en tant que candidat aux présidentielles (1999 et 2004) afin de raboter le score de Taleb (1999) puis de promouvoir la réélection de Bouteflika (2004).

Même ses péripéties partisans relevaient de la sombre accointance avec les louvoisements du régime et les basses œuvres que ce dernier commandait à dessein pour écarter ses opposants. C'est ainsi que ce Djaballah éjecté et délégitimé en 1998 fut vite encouragé à créer El Islah en 1999 au moment où l'on avait opposé un refus inexplicable à Taleb El-Ibrahimi.

D'un parti à un autre et maintenant au troisième (FJD), l'itinéraire de ce cheikh est par conséquent intéressant à revisiter à la lumière de ce retour d'une «traversée du désert» qui a duré cinq années. Car s'il est prématuré de parier sur son agrément rapide, l'on peut par contre retenir les signaux que celui-ci vient de délivrer. Ceux d'un courant politique simplement adossé à un islam «culturel» et pas «cultuel» et qui a totalement intégré les valeurs universelles de la démocratie. Voilà deux promesses et un credo qui, pour l'instant, n'engagent que ceux qui y



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

croient naïvement. Car comme on le sait, après tant de douloureuses expériences, la dimension de la religion en politique n'est jamais soluble que grâce à une constitution radicalement laïque. Une utopie sous nos tropiques.

B. H.

(1) Dans le dossier publié par *Le Soir d'Algérie* (21 août) l'on relève la stupide répartition de Belkhadem qui pour se défendre déclarait que «si l'islamisme est l'Islam alors je suis islamiste». Il faut également souligner la fanfaronnade de Benhadjar de la ligue islamique qui affirmait que «le retour du FIS n'est qu'une question de temps».

(2) Dans son édition du jeudi 25 août le quotidien *Liberté* se posait la question suivante : «Le MSP, a-t-il encore sa place dans la coalition présidentielle ?»

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Mais où se cache-t-il ?

Diplomatie. Enfin une réaction ! Le ministère des Affaires étrangères salue le...

... gain par l'Algérie de 6 places dans le classement FIFA !

Mais où est-il ? Où est-il donc ? Pourtant, les technologies sophistiquées créées par l'homme nous sont servies quotidiennement dans des documentaires télé vantant tel appareil capable de repérer une botte de foin dans une aiguille, tel GPS en mesure de dire si votre épouse est effectivement allée chez la coiffeuse directement, sans marquer une pause shopping dans une grande surface, ou encore tel marqueur satellite pouvant vous dévoiler si c'est bien votre voisin du haut qui bousille vos plantes sur le balcon en secouant dessus son tapis plein d'épluchures de cacahuètes et de coquilles de pistaches de la sahra de la veille. Et donc, avec tous ces instruments modernes, comment n'arrive-t-on toujours pas à savoir où il se trouve, où il s'est caché ? Son entourage affirme qu'il n'a pas quitté la capitale. Mais, plus en retrait du cercle carré de cet entourage, les observateurs sont plus circonspects. S'il était encore dans la capitale, ça se saurait. La première ville du pays a beau être immense, pleine de coins et recoins, bourrée de quartiers difficiles d'accès, il n'en demeure pas moins (j'adore cette formule bateau) qu'on l'y aurait aperçu et localisé. Là, rien ! O ! Bien sûr des

communiqués qu'on lui attribue sont bien lus ici et là, sont rendus publics à grands frais afin de démontrer à une opinion interloquée et désorientée qu'il est toujours présent physiquement dans la capitale. La télé unique du pays se permet même de diffuser des images d'archives le montrant au sommet de sa gloire, plastronnant, inaugurant, recevant et donnant l'accolade à tout-va. Ces images forcément datées, mal maquillées, maladroitement actualisées ne trompent cependant personne. Nous sommes bien face à une énigme. L'homme, malgré une mobilisation massive, reste introuvable. Certains, plus hardis que d'autres, osent avancer un bout de thèse, une ébauche d'explication : il se serait enfui et aurait trouvé refuge dans un pays voisin, limitrophe (les deux mots veulent dire absolument la même chose, mais ça fait tellement branché de les aligner l'un après l'autre !). Il s'en trouve même qui jurent que ce pays serait la ... Libye. Moi, je vous avoue que cette thèse d'un Abdekka qui aurait fui l'Algérie et se serait mis à l'abri chez les gens du CNT, je n'y crois pas trop. J'ai des doutes sérieux sur les liens amicaux entre Boutef et le patron du CNT libyen, Moustapha Abdeljalil. Ces deux-là, je ne les vois pas passer leurs vacances ensemble. Mais, allez savoir ! Abdekka est tellement imprévisible qu'avec lui, tout est possible. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.